

En 1990, on sait également ce qui est arrivé et on sait quelle a été la réaction au Québec. On ne peut l'oublier. La réaction a été extrêmement vive. Il n'y a rien qui permet de croire qu'une réponse négative le 26 octobre ne déclencherait pas une réaction tout aussi vive et même davantage. Un rejet de l'entente ne pourrait, à mon avis, que créer une crise politique majeure au Canada. Il n'est pas ici question de vouloir dramatiser mais il n'en demeure pas moins que les trois grands partis politiques fédéraux, par la voie de leurs chefs à la Chambre des communes se sont maintenant engagés à appuyer cette entente.

Les dix premiers ministres des provinces se sont également engagés à appuyer cette entente. Les responsables des peuples autochtones ont fait de même. Alors on ne peut imaginer qu'après que tous nos chefs, que tous nos leaders politiques aient donné un appui aussi large à une entente que son rejet signifierait un simple retour au statu quo. C'est rêver de ce penser de cette façon. Il est évident qu'aucun parti politique, qu'aucun citoyen ne sortirait gagnant d'un tel rejet. Nous serions tous perdants.

Par contre, si on examine un instant quelles seraient les implications d'une réponse positive, il me semble que certaines de ces implications sont tellement importantes, qu'elles sont suffisantes pour nous faire oublier les quelques hésitations, les quelques doutes que nous pouvons entretenir au sujet d'une partie quelconque de l'entente.

Et s'il devient évident au cours de la campagne que les Canadiens des autres provinces s'apprentent à répondre massivement par un oui, ceci ne pourra avoir qu'un effet positif sur la campagne qui présentement s'annonce difficile au Québec. Si les Québécois sentent que la grande majorité des Canadiens appuie les propositions qui sont devant nous, je suis convaincu que ceci aura un effet extrêmement positif sur tous les Québécois.

Une acceptation de l'entente aussi signifiera non pas seulement que le Canada est capable de régler ses propres problèmes mais donnera à un moment particulièrement difficile de l'histoire du monde un exemple, un exemple qui peut être fort positif quant à la façon de réconcilier des vues différentes sur ce qu'un pays doit être, quant à la façon d'établir l'harmonie entre des citoyens d'origines ethniques différentes, entre des citoyens qui sont arrivés, qui ont contribué à différentes époques à l'élaboration du pays dans lequel nous vivons.

Il me semble qu'un tel exemple pourrait être fort utile alors que l'on voit des pays comme la Tchécoslovaquie se désagréger, des pays comme la Yougoslavie sombrer dans une guerre civile absolument effroyable, toute une série de pays de l'ex-Union Soviétique chercher désespérément à régler les problèmes inter-ethniques qu'ils connaissent.

Ce qui serait formidable sur la scène canadienne, si nous réussissons, c'est que nous aurons fait appel à un processus largement démocratique. Il y a là évidemment une leçon qui serait extrêmement importante pour ces pays, qui dans certains cas, même s'ils prêchent la démocratie, n'en ont pas fait vraiment encore l'expérimentation réelle. L'effet sur notre économie serait également définitivement positif et je suis convaincu, pour un, que les effets ne tarderaient pas à se faire sentir et aussi nous pourrions enfin consacrer beaucoup plus

[Le sénateur Castonguay.]

nos énergies, notre temps à la solution des problèmes très réels qui nous confrontent.

Alors que ceux qui seraient tentés de répondre non à l'entente pour différents motifs se rappellent bien, comme je le disais précédemment, que les réponses qu'ils n'ont pas reçues aujourd'hui, ils pourront les recevoir fort probablement par voie de législation, par voie d'autres arrangements, par voie d'ententes. Il me semble aussi qu'ils doivent se rappeler qu'il est important de faire confiance en notre capacité de Canadiens de régler nos problèmes d'une façon pacifique.

Il me semble que l'histoire du Canada au cours des 125 dernières années, malgré certains événements, certaines anicroches, évidemment nous vivons dans un monde d'humains, nous permette d'être confiant et d'envisager l'avenir avec confiance et de répondre positivement à l'appel que nos dirigeants politiques nous font. Je vous remercie honorables sénateurs.

L'honorable Gildas L. Molgat (chef adjoint de l'opposition): L'honorable sénateur me permettrait-il une question?

Le sénateur Castonguay: Oui.

Le sénateur Molgat: Vous avez évoqué les dangers d'un non et les effets que ce non pourrait avoir. Pourriez-vous nous dire quel serait l'effet si c'était un oui à l'extérieur du Québec mais un non au Québec? Quel serait alors la situation à votre avis?

Le sénateur Castonguay: C'est une question que je préfère discuter davantage sur la scène québécoise. Mais il est clair que si les Québécois en venaient à répondre négativement à ces ententes, pour moi cela dégagerait et je ne suis pas la personne la mieux placée pour traiter de cette question, mais il me semble que ça dégagerait chez vous, dans les autres parties du pays une réaction très négative parce qu'il me semble que dans l'entente que nous avons devant nous, il y a eu un effort sincère de la part de chacun d'en arriver à des compromis qui paraissent raisonnables même s'ils ne sont pas toujours satisfaisants.

Donc si ce que je crois est juste, cette réaction négative ne permettrait pas que les négociations reprennent, ne permettrait pas un simple retour au statu quo. Je vois mal comment un gouvernement pourrait reprendre un tel exercice une autre fois.

Il me semble aussi que les Canadiens des autres provinces qui ne veulent pas uniquement régler la question du Québec voudraient également passer et progresser sur les autres plans qui font partie de cette entente. Ils ne pourraient attendre indéfiniment l'accord du Québec.

Je ne veux pas me lancer dans des spéculations sur toutes sortes de scénarios plus ou moins négatifs mais il me semble qu'on peut au moins conclure qu'un simple retour au statu quo ne serait pas possible et que nous traverserions une période extrêmement difficile et que pour tous les tenants de l'indépendance au Québec, ce serait une étape majeure et presque irréversible dans cette voie.

L'honorable Philippe Deane Gigantès: Honorables sénateurs, je voudrais féliciter le sénateur Castonguay et le féliciter de ne pas être un constitutionnaliste. Les constitutionnalistes sont des avocats. Les avocats doivent trouver la plus petite faille dans n'importe quel accord et ne jamais lâcher. Peut-être